



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 0 1983

A/38/565
S/16112
4 novembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Points 32 et 36 de l'ordre du jour
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN
QUESTION DE NAMIBIE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 3 novembre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du
3 novembre 1983, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de l'Etat
fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32 et 36 de
l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Turquie,

(Signé) A. Coskun KIRCA

ANNEXE

Lettre datée du 3 novembre 1983, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

Je tiens à vous informer que, le 19 octobre 1983, M. Adrian J. A. Woodstry, premier secrétaire de l'Ambassade d'Afrique du Sud à Athènes a demandé aux autorités de l'Etat fédéré turc de Chypre l'autorisation de pénétrer sur le territoire de cet Etat, alors qu'il se trouvait dans la partie méridionale de Chypre où son avion avait atterri et où il avait pris des contacts avec de hauts fonctionnaires chypriotes grecs.

Les autorités de l'Etat fédéré turc de Chypre ont refusé d'admettre le diplomate sud-africain sur leur territoire parce que cet Etat appuie sans réserve la lutte légitime et courageuse que les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie mènent contre l'odieuse politique d'apartheid du régime sud-africain et contre l'occupation continue de la Namibie par ce régime.

Je vous fais tenir ci-joint le texte de la déclaration que le porte-parole du Ministère des affaires étrangères et de la défense de l'Etat fédéré turc de Chypre a faite sur cette question le 20 octobre 1983.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32 et 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Etat fédéré turc
de Chypre,

(Signé) Nail ATALAY

APPENDICE

DECLARATION FAITE LE 20 OCTOBRE 1983 PAR LE PORTE-PAROLE DU
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA DEFENSE DE L'ETAT
FEDERE TURC DE CHYPRE

Le Premier Secrétaire de l'ambassade d'Afrique du Sud à Athènes, M. Adrian J. A. Woodstry, qui se trouve actuellement dans la partie méridionale de Chypre où il aurait eu des contacts avec de hauts fonctionnaires chypriotes grecs au sujet de la situation des Chypriotes grecs vivant en Afrique du Sud, s'est vu refuser par les autorités de l'Etat fédéré turc de Chypre l'autorisation d'entrer sur le territoire de cet Etat au point de contrôle de Ledra Palace, en raison de la politique d'apartheid menée par le Gouvernement sud-africain.

Les contacts que le régime raciste d'Afrique du Sud et l'administration chypriote grecque entretiennent depuis longtemps déjà, par l'entremise du Gouvernement d'Athènes, sont révélateurs de la relation étroite qui existe entre l'administration chypriote grecque et le régime raciste sud-africain.

Etant donné que le peuple turc de Chypre voit depuis des années ses droits politiques, sociaux, économiques et autres foulés aux pieds, qu'il souffre de toute forme d'oppression et de discrimination et qu'il est même exposé au danger d'une extermination de masse du fait de la politique raciste de l'administration chypriote grecque, il s'oppose avec véhémence, ainsi que le Gouvernement de l'Etat fédéré turc de Chypre, son seul représentant légitime, à toute forme de racisme et de discrimination raciale et condamne avec la plus grande vigueur les politiques et pratiques du régime sud-africain ainsi que toute attitude de tolérance à l'égard de ce régime.
